

## AUTEURS

### Miquel Oliu-Barton

Maître de conférences en mathématiques, Université Paris-Dauphine

### Bary Pradelski

Chargé de recherche en économie, CNRS; membre associé du Oxford-Man Institute

# Connecter les « zones vertes » européennes : une stratégie pour sauver la saison touristique estivale

EsadeEcPol Insight #10 | Mai 2020

## RESUMÉ EXÉCUTIF

- De nombreux états membres de l'Union européenne ont lancé leur plan de « déconfinement » territorial. Avec la diminution de l'incidence du virus, la mobilité entre ces territoires se normalisera, suivant **une stratégie de « zones vertes »**, similaire à celle que nous avons proposée dans [notre précédent #PolicyInsight](#)
- Dans ce nouveau #PolicyInsight, nous proposons d'étendre cette approche au niveau de l'Union européenne. L'idée est simple : **permettre la mobilité de personnes entre les « zones vertes » des divers pays européens** à travers un réseau certifié par une haute autorité européenne.
- Bien articulée et avec des garanties suffisantes, cette proposition pourrait **sauver la saison touristique estivale en Europe méridionale**, atténuant ainsi les énormes pertes économiques que la fermeture au tourisme international pourrait causer à ces pays.
- Les zones vertes européennes **représentent pour l'UE une occasion unique de faire preuve de leadership**, créant une situation gagnant-gagnant pour tous les pays d'Europe, avec un impact direct sur la vie de millions de citoyens européens.

L'industrie du tourisme a déjà été lourdement touchée par la pandémie de Covid-19 et l'annulation totale ou partielle de la saison estivale pousserait de nombreux pays européens vers une crise économique encore plus profonde. Alors que beaucoup de ces pays sont encore en difficulté pour contenir la propagation du virus, concevant des stratégies pour gérer cette crise sanitaire, nous nous confrontons à un été noir pour le tourisme, avec d'énormes limitations pour faire des déplacements internationaux.

Ces restrictions porteront un préjudice supplémentaire aux économies déjà affaiblies des pays de l'Europe méridionale, comme l'Espagne, l'Italie, le Portugal ou la Grèce, qui dépendent encore plus du tourisme que les pays du nord. Outre les effets directs sur leurs PIB et nombre d'emplois, cela affectera également l'équilibre à l'intérieur de l'UE et pourrait mettre en péril son avenir.

La question la plus urgente que les pays européens doivent affronter en ce moment est comment définir la meilleure stratégie pour mettre fin aux mesures de confinement du Covid-19. La France, l'Italie et l'Espagne ont déjà annoncé leur stratégie de déconfinement, selon laquelle les politiques à adopter peuvent varier d'un territoire à l'autre, en fonction de l'impact du Covid-19.

La stratégie de déconfinement de ces pays est de déconnecter les différentes zones géographiques en interdisant les déplacements non nécessaires entre elles. Cette approche – qui dans le cas de la France et de l'Espagne ressemble, en partie, à notre proposition de « zones vertes » (Oliu-Barton, Pradelski et Attia, 2020) – consiste à marquer en vert chaque département où le virus est maîtrisé, et en rouge les autres, afin (1) d'éviter la propagation du virus sur tout le territoire et (2) d'être en mesure de relancer l'activité économique à une échelle locale dès que possible et en toute sécurité (Philippe, 2020; Spanish Government, 2020).



Prenons par exemple la Bavière, un Land allemand, et l'île espagnole de Majorque. Si ces deux endroits sont considérés comme sûrs par une haute autorité européenne, ils se verraient attribuer un marquage vert certifié par l'UE. Ainsi, les déplacements entre ces deux zones vertes pourraient être effectués avec la même garantie de sécurité qu'entre deux zones vertes à l'intérieur d'un même pays.

Il est extrêmement important que les indicateurs qui déterminent si une zone est verte ou rouge soient fiables. Par conséquent, ces indicateurs, ainsi que les mesures sanitaires et les restrictions à la mobilité qu'impliquent ces labels rouge et vert, devront être définis par les autorités sanitaires compétentes.

Dans ce #PolicyInsight, nous proposons d'étendre notre méthode des « zones vertes » au niveau européen. Prenons par exemple la Bavière, un Land allemand, et l'île espagnole de Majorque. Si les deux endroits sont considérés comme sûrs par une haute autorité européenne, ils se verraient attribuer un marquage vert certifié par l'UE. Ainsi, les déplacements entre ces deux zones vertes pourraient être effectués avec la même garantie de sécurité qu'entre deux zones vertes à l'intérieur d'un même pays.



Nous proposons d'étendre notre méthode des « zones vertes » au niveau européen.



Nous voudrions rendre possible les déplacements entre zones vertes, quels que soient les pays où ces zones sont localisées. Les zones vertes feraient partie d'un réseau certifié de zones vertes, qui se développerait au fur et à mesure que le virus serait contenu. Permettre les déplacements dans les zones vertes pourrait être la clé pour sauver le secteur touristique, et plus généralement pour assurer la viabilité économique de plusieurs pays européens.

## Réseau certifié de zones verte

Sur la base de notre [proposition de "zones vertes"](#), nous proposons une stratégie européenne en trois étapes:

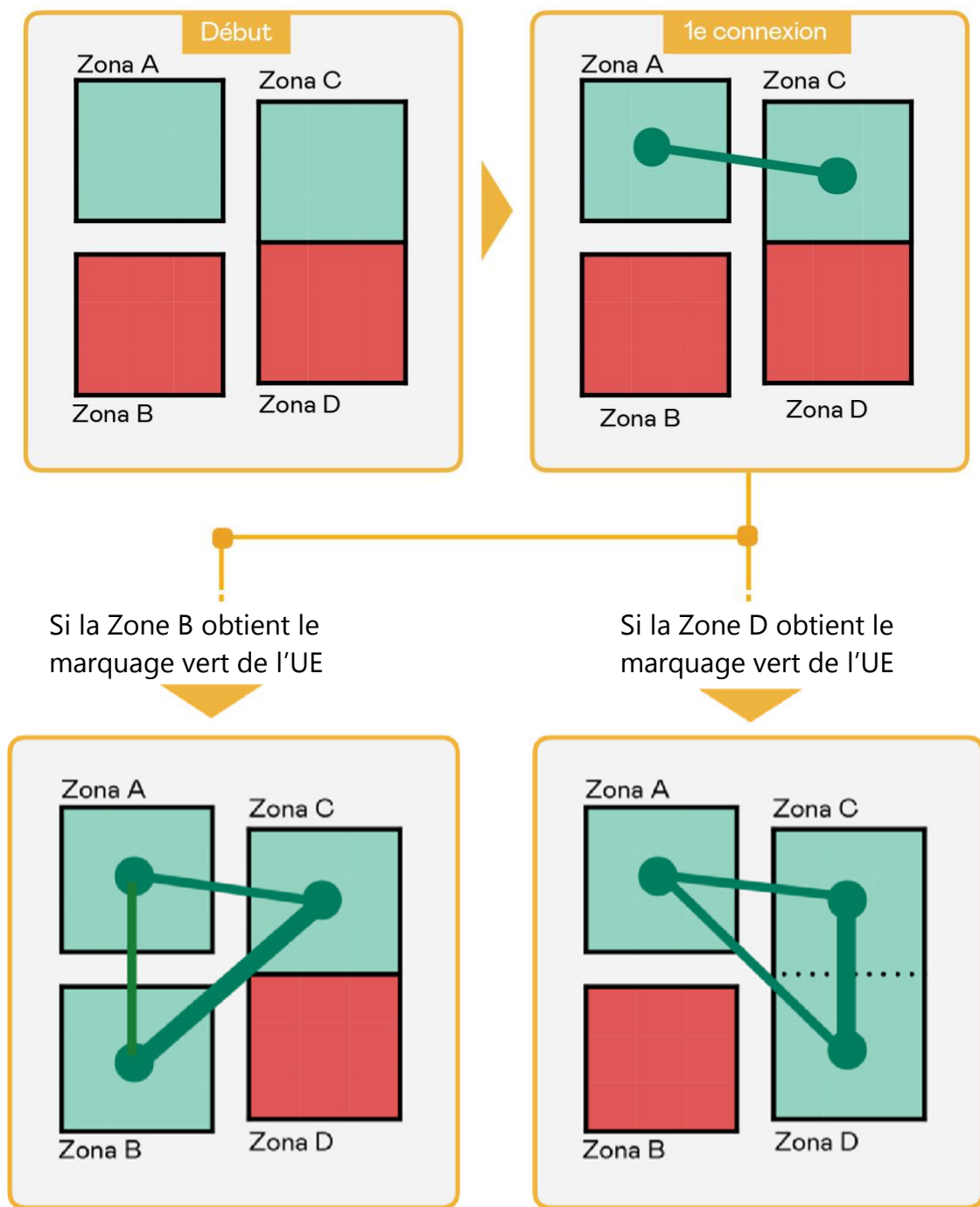
1. **Découper les pays en unités territoriales d'une taille efficiente**, par exemple en régions, provinces ou départements. Ces divisions pourraient être établies indépendamment par chaque pays, afin de prendre en compte les différentes contraintes politiques et économiques.
2. **Marquer chacune de ces zones comme verte ou rouge**, selon que le virus y est maîtrisé ou pas. Les critères pour établir ces étiquettes doivent être les mêmes partout, et le marquage prudent et fiable. Par conséquent, les conditions de leur attribution, de leur administration, de leur contrôle et de leur suivi pourraient être facilitées par le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (CEPCM).
3. Les zones vertes formeraient un **réseau certifié de zones vertes**, où les déplacements – et donc le tourisme – seraient sûrs et autorisés.

Image 1

### Construction d'un réseau certifié de zones vertes pour garantir une mobilité sûre en Europe durant la pandémie

Les zones sont maintenues isolées / si le virus n'y est pas maîtrisé ■ mais une fois que le virus est contrôlé ■ un réseau certifié de zones vertes est progressivement institué ●—●.

L'épaisseur du trait de connexion indique les potentiels avantages économiques.



La stratégie que nous proposons présente les avantages sanitaires, économiques et politiques suivants :

## Contenir la propagation du virus

En différenciant les zones rouges des zones vertes, on réduirait au minimum la propagation du virus sur tout le territoire, à condition de limiter les mouvements d'entrée et de sortie des zones rouges à ceux strictement nécessaires – par exemple ceux des travailleurs de secteurs prioritaires ou en cas d'impératif médical, professionnel ou familial – et de renforcer les contrôles de routine. En ce sens, il est essentiel que les conditions d'attribution des étiquettes vertes soient strictes, car la résurgence du virus dans le réseau de zones vertes certifié aurait des conséquences préjudiciables.



Les mouvements d'entrée et de sortie des zones rouges seront limités à ceux strictement nécessaires.



Notre stratégie est une proposition qui pourrait être adaptée en fonction des besoins spécifiques des territoires. Par exemple, il pourrait être utile d'introduire un « marquage jaune » pour les zones où le virus est mieux contrôlé mais qui ne sont toujours pas autorisées à rejoindre le réseau certifié de zones vertes à cause de preuves insuffisantes, ce qui mettrait en danger l'ensemble du réseau.

## Réduire les pertes économiques

Pour illustrer cette stratégie, prenons l'exemple de Majorque, où le tourisme représente 45% de son économie avec presque 14 millions de touristes internationaux à l'année, surtout durant l'été [1]. Il est crucial pour cette île d'obtenir l'étiquette verte le plus rapidement possible, car l'adhésion au réseau certifié de zones vertes pourrait être la clé pour sauver son économie.

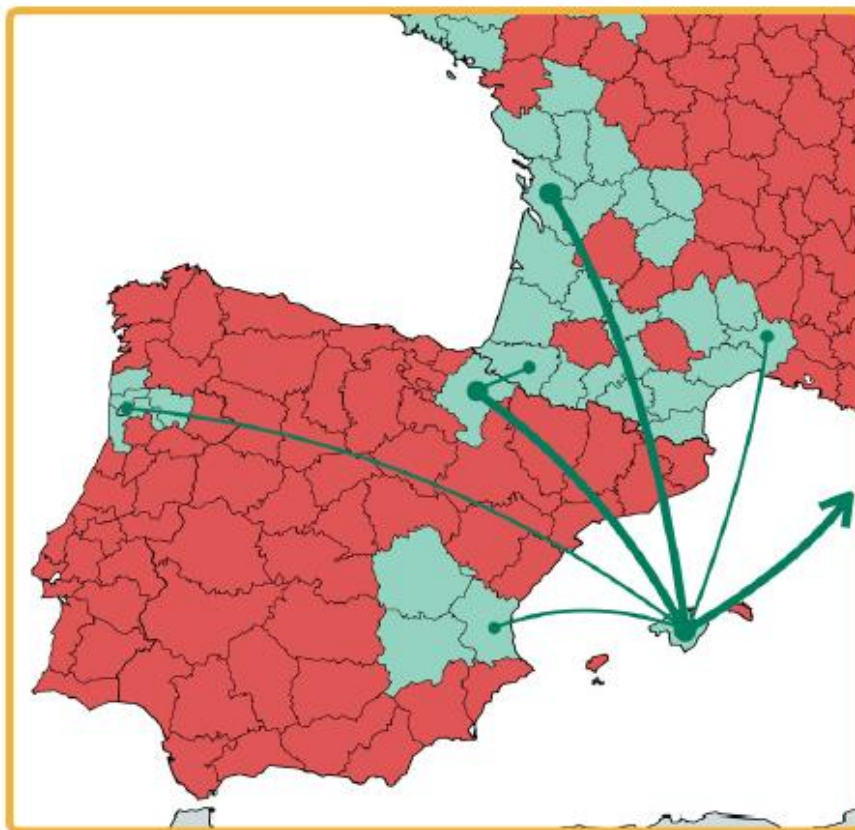
De manière plus générale, le tourisme est l'activité économique la plus importante dans plusieurs pays du sud de l'Europe pendant les mois d'été, ceux qui vont venir. Les déplacements touristiques intracommunautaires entre juin et octobre représentent 65% du flux annuel en Espagne, 60% en Italie, 78% en Grèce et 79% en Croatie (Eurostat, 2019). Au niveau annuel, le tourisme représente 11% des emplois et 14 % du PIB en Espagne, 13% des emplois et 12% du PIB en Italie, 26% des emplois et entre 25 et 30% du PIB en Grèce, et 13% des emplois et plus de 20% du PIB en Croatie [1].

Par conséquent, permettre un tourisme européen pendant les mois d'été est probablement le facteur le plus important pour la survie économique de plusieurs pays européens. En plus des avantages pour le secteur du tourisme, la reprise des secteurs des loisirs et des transports pourrait ainsi s'accélérer. Cette action éviterait probablement le recours au Mécanisme européen de stabilité (MES), une option particulièrement intéressante pour les pays plus riches du nord de l'Europe.

Image 2

**Exemple : l'impact hypothétique d'un marquage vert certifié UE pour Majorque**

L'épaisseur du trait de connexion indique les avantages économiques potentiels.



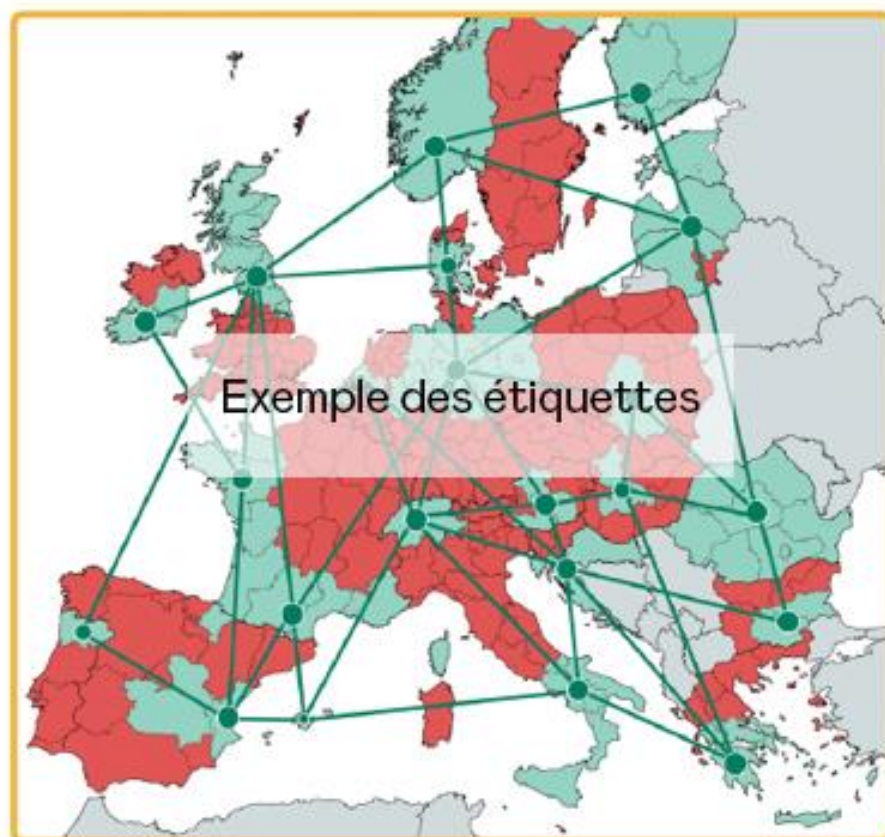
## Promouvoir le sens de communauté et l'identité européenne

Donner aux diverses régions la possibilité de « saisir leur chance » constituerait une puissante incitation pour ces communautés à respecter la réglementation et à contribuer activement au contrôle de l'épidémie de Covid-19. De cette façon, les considérations nationalistes seraient reléguées au second plan et les populations pourraient mieux s'identifier au projet européen, puisque le réseau certifié de zones vertes est établi entre divers territoires européens.

Image 3

### Réseau certifié de zones vertes : un moyen sûr de voyager en Europe durant la pandémie (exemple des étiquettes)

Nous proposons que les pays européens, même ceux qui ne sont pas membres de l'espace Schengen, puissent aussi faire partie du réseau.



## Plan d'action de l'Union européenne

Le rôle de l'UE durant la pandémie de Covid-19 a été largement remis en question. Sa faible réactivité et sa mauvaise coordination, notamment au début de l'épidémie, lui ont été reprochées. Notre proposition permettrait à la Commission européenne de faire preuve d'un leadership clair sur un aspect tangible et essentiel pour la vie de millions de citoyens européens.

Notre méthode pour la création de zones vertes certifiées peut être organisée seulement à l'échelle européenne, et de fait, est une question de compétence de la CE (Traité sur l'Union européenne, article 5.3). La Commission devrait prendre l'initiative de mettre en œuvre les étapes 1, 2 et 3 décrites ci-dessus.

En particulier, nous mettons en avant l'importance de :

- **La zonification.** La délimitation des zones ne devrait pas poser d'obstacles politiques majeurs car notre approche se base sur des divisions déjà existantes dans de nombreux pays européens, comme la France, l'Italie et l'Espagne. Les pays pourraient également choisir d'être considérés comme une seule zone, ce qui pourrait être pertinent pour les pays de taille modeste ou pour les pays où l'épidémie est totalement sous contrôle.
- **Tester.** Pour garantir une application cohérente des marquages verts et rouges, des tests indépendants ou coordonnés devraient être effectués au moyen de modèles établis par la Commission européenne. Parmi les territoires ayant demandé un marquage vert, ces politiques de tests devraient se déployer en priorité dans les territoires où l'impact économique serait plus important.
- **Utiliser les marquages verts de l'UE.** La Commission européenne devra délivrer ces étiquettes de manière autonome, afin de garantir que leur valeur ne varie pas d'un pays à l'autre. Dans le cas contraire, les pays pourraient être incités à classer leurs zones comme vertes et compromettre ainsi la viabilité du réseau certifié de zones vertes. Pour éviter tout malentendu, il est préférable que les pays utilisent également les étiquettes vertes de l'UE en interne. La valeur ajoutée de cette étiquette verte serait précisément d'éviter le problème de crédibilité et de méfiance entre les pays, dû aux critères sanitaires divergents, aux rapports entre le nombre de tests et la densité de population, et au respect des mesures.
- **Créer un réseau certifié de zones vertes.** Pour maximiser l'impact économique et, en même temps, pour garder le virus sous contrôle, l'Union européenne doit coordonner



ses efforts pour maintenir ce réseau certifié opérationnel et s'assurer que tous les pays participants respectent strictement les normes sanitaires et les protocoles en vigueur.

## **Un réseau certifié de zones vertes pour un avenir économique prospère**

En résumé, nous pensons que l'approche des zones vertes – que de nombreux pays européens ont déjà adoptée à l'intérieur de leurs frontières – pourrait apporter de plus grands avantages si elle était appliquée à l'échelle européenne et permettrait de se déplacer en sécurité entre les zones vertes certifiées.

En focalisant notre attention sur l'industrie du tourisme, nous soulignons l'importance d'appliquer la stratégie de déconfinement de la pandémie de Covid-19 au niveau européen. Nous sommes fermement convaincus que le réseau certifié de zones vertes est une occasion unique pour l'UE de mettre en valeur sa force, en créant une situation gagnante pour tous les pays et en évitant que la saison estivale ne soit victime de la pandémie de Covid-19.

## REFERENCES

Eurostat, Tourism statistics - intra-EU tourism flows, Eurostat – The statistical office of the European Union (2019). Voir [ici](#)

Harper J., Czechs float 'corona corridor' lifeline for Croatian tourism, Deutsche Welle, <https://www.dw.com/en/about-dw/profile/s-30688>, 22, avril (2020). Voir [ici](#)

Ikkos A., Koutsos S., The contribution of Tourism in the Greek economy in 2018, Institute of the Greek Tourism Confederation (2019)

OECD country profiles – Italie, <https://ec.europa.eu/> (2015)

Oliu-Barton M., Pradelski B. S. R. & Attia L., Green zones: A proposal to exit the COVID-19 lockdown, VoxEU.org, 25 avril. Voir [ici](#)

Exit strategy: from self-confinement to green zones, Esade Centre for Economic Policy & Political Economy, Policy insight No. 6, 8 avril (2020). Voir [ici](#)

Orsini K. & Ostojic V., Croatia's tourism industry: Beyond the sun and sea, European Commission, Economic Brief 36 (2018). Voir [ici](#)

Philippe E., Premier ministre Présentation de la stratégie nationale de déconfinement, <https://www.gouvernement.fr/partage/11518-discoursde-m-edouard-philippe-premier-ministre-presentatiodela-strategie-nationale-de>, 28 avril (2020).

Spanish Government, Plan de desescalada, <https://www.lamoncloa.gob.es/consejode-ministros/Paginas/enlaces/280420-enlace-desescalada.aspx>, 28 avril (2020).

WTTC, Travel & tourism: Economic impact 2020, World Travel & Tourism Council, <https://wttc.org/Research/Economic-Impact> (2020)

## NOTES

\* Les auteurs remercient Andreu Mas-Colell, Toni Roldán et Max Roser pour leur collaboration et soutien. Une version antérieure de cet article a été publiée dans VoxEU, la plate-forme du Centre pour la recherche en politique économique le 30 avril 2020.

[1] Données sur l'emploi d'Eurostat (2019). Données du PIB pour la contribution directe et indirecte du tourisme en Espagne (WTTC 2019), en Italie (profils de Pays de l'OCDE : Italie, 2015), Grèce (Ikkos et Koutsos, 2019) et la Croatie (Orsini et Ostojic, 2018).